

Delmas Lévesque
sociologue, professeur de sociologie à l'École des H.E.C.,
Université de Montréal
(1978)

“L’expérience
québécoise – I
(Essai sur notre culture)”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l’article de :

Delmas Lévesque, “L’expérience québécoise – I (Essai sur notre culture)”
Un article publié dans la revue *L’Action Nationale*, Volume LXVIII, Numéro 2, Octobre 1978, pp. 91-115.

M. Lévesque est sociologue et professeur de sociologie à l’École des H.E.C. de l’Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par la directrice adjointe de la revue L’Action Nationale le 8 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres de Monsieur Lévesque.]

L’Action
NATIONALE

Site web : <http://www.action-nationale.qc.ca/>



Courriel : revue@action-nationale.qc.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 7 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

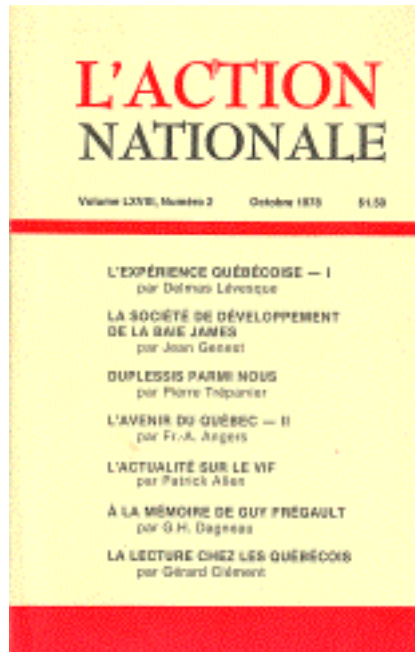
1. [La condition humaine de notre expérience collective](#)

[L'origine](#)
[Le nombre](#)
[Le pays](#)
[L'isolement](#)
[La dépendance](#)

II. [Certaines de nos expériences les plus significatives](#)

[La conquête](#)
[La rébellion](#)
[La dépression](#)
[La révolution tranquille](#)

Delmas Lévesque,
“L’expérience québécoise – I
(Essai sur notre culture)”



Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Volume LXVIII, Numéro 2, Octobre 1978, pp. 91-115.

M. Lévesque est sociologue et professeur de sociologie à l'École des H.E.C. de l'Université de Montréal.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sera pas question ici de ces petits mondes simples, archaïques, dont on retrace les structures et dont on dégage les fonctions. Il ne sera pas question non plus de ces valeurs mystérieuses qui arrivent à point nommé pour qualifier l'insolite et l'imprévu, surtout lorsqu'il s'agit de résistance au changement. Il ne sera pas question enfin d'exotisme charmant. Nous n'entendons pas réduire la culture à ces "fragilités" historiques attendrissantes, ni à ces "boîtes noires" des choses inexplicables, ni à ces "dépaysements" reposants.

Il ne s'agit pas des "cultures" ici, pas plus que des valeurs ou des cuisines nationales. Il s'agit de l'expérience collective d'un peuple qui se poursuit à travers le temps et l'espace, à la recherche de son accomplissement. Une vie collective qui se fait et se défait à la fois, une vie qui tâtonne et cherche son chemin à travers mille obstacles. Démarche qui n'a rien de linéaire. Démarche essentiellement empirique. Vie qui se meut d'elle-même mais aussi mue par son environnement. Parcours sinueux, marqué par des arrêts et des reprises, des plis et des replis, des mues et des mutations. Parfois allure aisée, parfois agonie d'efforts. Une praxis!

Une expérience collective en partie consciente d'elle-même mais qui dépose constamment dans un inconscient, également partie d'elle. Un psychisme collectif en somme. Un sujet qui vit, expérimente, produit. Des produits de lui, devenus distincts de lui. Des produits qu'il consomme, dont il s'entoure ou qu'il rejette. Des produits d'époque pour un bon nombre.

Un peuple produit sa culture, par expérience historique, selon les formes et les contenus d'une époque donnée. Un peuple dépasse en amont et en aval sa culture du moment. Un même peuple peut fort bien expérimenter, habiter des cultures différentes, successivement. À travers ces identités culturelles successives, à la fois distinctes et indissociables de son identité profonde, un peuple forge son psychisme propre. Une identité historique sous des identités d'époque. Nous avons vécu à l'époque féodale, on nous a définis de culture traditionnelle, nous venons d'entrer dans la civilisation de la modernité. Il s'agit toujours du même peuple.

Traditionnels ou pas, nous sommes une tradition, c'est-à-dire une continuité historique qui se continue. Chemin faisant, nous avons tissé la toile d'une solidarité, faite d'une relation unique, sorte de complicité profonde entre nous. Rattachés à une même expérience collective, nous y trouvons toute la signification du caractère unique de cette expérience, irréductible à toute autre. Une relation unique au monde, dont l'exclusivité et la primauté ne sont que les deux faces d'une même pièce. À l'intérieur de la maison que nous habitons, les choses, les gestes, les événements, revêtent les significations que nous convenons entre nous de leur donner. Pour comprendre, il faut participer à l'expérience.

L'expérience collective unique à laquelle nous appartenons et de laquelle nous sommes solidaires nous confère une identité propre. Par elle, nous sommes quelqu'un de quelque part. Une identité en-deçà et au-delà des identités de circonstances et d'époques. Nous sommes plus que nos identités culturelles successives.

Une expérience à la fois héritage et projet. Ancêtres, vivants, générations futures, se rattachent au même courant, à la même tradition. Passé, présent, avenir, appartiennent au même continuum. L'héritage se projette dans le futur, le projet prend racine dans le passé. Bien avant de naître, nos descendants font partie de notre tradition. Les rejets, les crises, les ruptures survenus ou à venir, n'y peuvent rien, malgré les apparences.

Cette tradition qui constitue notre peuple en un NOUS cohésif, nous allons essayer d'exprimer sa condition fondamentale, relater quelques-unes de ses expériences les plus significatives et dégager le cours récent de sa démarche.

Aux fins du présent essai, il nous apparaît plus important de signifier que de démontrer. Le langage symbolique, fait d'allégories, de métaphores, d'images, de comparaisons, nous semble à cet effet un véhicule plus apte à la signification que le langage scientifique. Cependant nous emprunterons à ce dernier le langage conceptuel nécessaire à une vision synthétique, Quoique le texte ne soit pas exempt d'éléments d'analyse, il ne se situe pas pour autant sur ce terrain.

Pour des raisons de langage adopté et de mouvement imprimé, nous avons "délesté" le texte de nombreuses références qu'une démarche scientifique d'ordre analytique aurait exigées. C'est ce que permet le genre "essai", dont les propriétés n'excluent pas une certaine transparence.

La pratique "libérale" ne s'accommode pas, voici des siècles, de la signature anonyme d'une oeuvre, fût-elle collective. L'impératif "individualiste" ne doit pas pour autant nous interdire de nous reconnaître un immense tribut à la collectivité qui nous inspire. Il convient de signaler que cette collectivité commence avec les collègues, en particulier, les plus immédiats.

- I -

La condition humaine de notre expérience collective

[Retour à la table des matières](#)

Notre expérience collective, ramenée à ses conditions les plus essentielles et les plus existentielles, semble tenir à quelques données fondamentales qui constituent en quelque sorte le substrat de notre condition humaine, Notre peuple a été, pour ainsi dire, coulé dans cinq données de base: l'origine, le nombre, le pays, l'isolement, la dépendance.

L'origine

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes issus de la France catholique, féodale et monarchiste. Français et catholiques, telle fut longtemps la principale équation de notre identité. Français, c'est-à-dire participants de la première puissance européenne et de la culture la plus prestigieuse de l'Occident. Catholiques, c'est-à-dire se rattachant par l'Église de Rome à la civilisation chrétienne millénaire. Sous l'humiliation de 1840 ou à propos des histoires douteuses sur notre peuplement, nous rappellerons avec indignation par la bouche de nos historiens et de nos poètes la "noblesse" de nos origines.

Nos souches féodales nous vaudront la tenure seigneuriale et la persistance du lien personnel de filiation. Bien entendu, la situation de "frontière" et l'esprit pionnier ne permettront de rendre vraisemblable dans les faits qu'une semi-féodalité et encore. L'Église, pour sa part, s'emploiera à perpétuer cet esprit médiéval qu'elle a tant contribué à façonner.

Le Catholicisme qui nous marquera sera celui de la Contre-Réforme, assaisonné de Jansénisme. Un Catholicisme qui organise sa riposte contre le schisme et l'hérésie, qui consolide ses bases et ses positions. Défensif et offensif à la fois. Un Catholicisme militant, prosélyte et quelque peu sévère. Informé par une longue expérience des hommes malgré tout.

La "Maison de France", quant à elle, ne cache pas son gallicanisme. L'absolutisme royal, érigé sur l'abaissement des seigneurs et le nivellement des anciens États, se porte garant de l'unité du royaume au moyen d'une centralisation administrative de plus en plus poussée. La révocation de l'Édit de Nantes, consacrant l'unité religieuse nationale, ne donne pas au Pape la permission d'intervenir dans les plates-bandes de celui qui déclare: "L'État, c'est moi". Louis XIV est jaloux de son pouvoir, comme Frontenac tenait la dragée haute à Mgr de Laval. La "fille aînée" de l'Église prend ses distances.

Nous avons reçu la France des Rois en héritage. La République, connais pas. La centralisation, oui, nous avons connue. De loin. Des monarchistes rebelles, nous avons été. "Peuple obéissant mais à la nuque roide" disaient l'évêque et le gouverneur. Les mœurs au temps de la Nouvelle-France ont fait l'objet de controverses. Les mœurs du Canada-français ne seront pas aussi controversées.

Le nombre

[Retour à la table des matières](#)

Le Français n'émigre pas, c'est bien connu. La maigreur du peuplement de la Nouvelle-France donne un sentiment de précarité historique. On estime en effet à environ 10,000 personnes la somme totale des immigrants français en Nouvelle-France. Ce qui est proprement infime.

Ce nombre atteint 60,000 en 1760 et 6,000,000 aujourd'hui, sans compter les millions de la "diaspora". C'est dire l'extraordinaire excédent naturel qui a fait une population se multiplier par quatre-vingts, alors qu'ailleurs, dans le même temps, les peuples triplaient ou quadruplaient seulement.

Dans un espace immense, face à l'Anglais et à l'Américain tellement plus nombreux, la "survivance" exigeait la "revanche des berceaux", sinon pour reconquérir, au moins pour former au plus vite une certaine masse critique. Un besoin vital. Autrement on ne fait tout simplement pas le poids.

Certes, le nombre n'est pas tout, mais il constitue de soi un pouvoir. La Chine ne compte-t-elle pas sur son immense population? Qu'est-il arrivé à la France malthusienne face à l'Allemagne moderne, alors qu'autrefois la France royale, républicaine ou impériale, tenait tête à l'Europe coalisée?

Les inquiétudes qui sourdent actuellement en situation de croissance démographique zéro ne sont pas sans fondement. S'agit-il d'une énergie vitale qui s'épuise? Ou encore avons-nous résolu de poursuivre notre expérience par d'autres moyens? Combien de temps, si la tendance présente se maintient, sans apport extérieur notable, ferons-nous encore le poids minimal? La faiblesse de notre importance numérique a été, est, sera une de nos hantises. Et pour cause. La question du nombre se situe au cœur de notre condition humaine.

Le pays

[Retour à la table des matières](#)

L'immensité du pays, la rigueur de son climat, des éléments comme l'eau, la terre, la forêt, l'abondance des ressources naturelles ont marqué profondément notre psychisme collectif.

Nous sommes des Nord-Américains par l'espace. Nous n'avons pas la notion européenne d'un espace physique restreint. Découvreurs, missionnaires, coureurs de bois nous ont développé une mentalité de frontières. Le diocèse de Québec, c'était l'Amérique.

Un espace infini relativement à notre nombre. La population de la Nouvelle-France flottait, pour ainsi dire, dans ses vêtements aux dimensions continentales. Les reculs successifs de la présence française en Amérique ont fini par accréditer l'image de la "réserve québécoise". Nous ne pouvions donc faire vraiment nôtre qu'une portion, somme toute restreinte, de l'immensité continentale. Dans la mesure du reflux, l'espace physique a rejoint notre espace sociologique. Le territoire québécois devient donc le seul véritable lieu de notre expérience collective. Comme les autres humains nous sommes une "espèce territoriale". Dans l'espace québécois, le seul vraiment nôtre désormais et auquel il faudra tenir comme à "la prunelle de ses yeux", nous gardons encore vivante, pour un temps du moins, la nostalgie d'un patrimoine jadis beaucoup plus vaste.

La rigueur du climat, tant décriée, mais qui explique peut-être le fait que la dépossession ne soit pas encore parvenue jusqu'à son terme final. Le même espace sous des cieux plus cléments nous eût peut-être échappé complètement. Nous avons eu notre Général Hiver pour nous défendre. De quoi adoucir nos reproches à l'endroit de Jacques Cartier pour n'avoir pas débarqué plus au sud.

Nos ancêtres qui, par moment, se sentaient des exilés en territoire hostile, se prenaient à regretter "la douce France" parfois. Aujourd'hui nous rêvons de Floride, de Caraïbes, de Californie, de "Clubs Méditerranée". N'empêche que ce climat rigoureux, petit à petit, nous est entré dans la peau. Le cycle des saisons ne manque pas de charme. Notre automne s'est fait proverbial. L'été écourté au profit des saisons limitrophes. Si peu d'été et tant d'hiver!

L'hiver que nous maudissons, Vigneault a réussi à nous le faire chanter. "Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver", a pris, grâce à lui, des airs d'hymne national. L'imagerie de l'hibernation alimente tout un monde de significations. Survivre, "c'est passer l'hiver". Notre traversée du désert! Notre longue marche! La prévoyance: "faire des provisions pour l'hiver". L'hospitalité. On ne laisse pas quelqu'un "sur le banc de neige". Car "les humains sont de ma race". L'hiver de l'ennui, de l'oubli. Le besoin d'entraide, de solidarité. Les "mesures" de neige qui refroidissent les hommes et nivellent le paysage. La liberté trouve refuge dans la chaleur de l'intérieur et se tient à l'affût des premiers signes du printemps.

L'eau omniprésente. Lacs par milliers, rivières par centaines, fleuve, mer. À ce point de vue, comme à bien d'autres, le Québec est maritime. Notre vocabulaire est truffé d'expressions d'eau. Nous "débarquons" de l'auto, nous voyageons "à bord" du train. S'engager dans quelque chose, c'est "se mouiller". Les voies d'eau ont dressé la carte de notre peuplement. Le rang, ce fut d'abord la façade maritime des terres tracées perpendiculairement au fleuve et à ses affluents. Notre écologie humaine, rurale ou urbaine, vient de là. Axes de communication, "portages", transbordements. Les rapides de Lachine ont créé Montréal. Les pêcheurs de la Gaspésie et les draveurs de la Gatineau sont entrés vivants dans la légende. Pollution industrielle et urbaine de l'eau, petite histoire des "clubs privés", témoignent des mêmes contradictions. Une "mer à boire" d'eau non potable, inaccessible.

La terre, l'autre élément de base, comme chez les Anciens. Terre arable ou terre de Cain. L'agriculteur de la vallée du St-Laurent. Le colon des "pays d'en haut", de Gaspésie ou d'Abitibi. Le défricheur sur une terre qui ne "fait pas vivre son homme" et finit par se faire pêcheur, mineur ou bûcheron. Jamais "habitant" pour vrai. Le sédentaire qui vit de sa terre par opposition au nomade, au coureur de bois. La terre qui fixe la population et permet la culture... des vertus chrétiennes. La terre, salut de la race. Les ruraux qui ont gagné les États et la ville, pour nourrir leurs familles avec les "bonnes gages" de la "factory". Pourtant, combien de "retour à la terre". Exilés de la terre, de l'espace, exilés culturels et politiques en sont venus à se confondre dans la même imagerie du "Canadien errant, banni de ses foyers". Notre typologie la plus connue sort tout droit de la campagne: cultivateur, artisan, commerçant, professionnel, curé. Là se sont formés ces tissus de solidarité humaine, ceux de la famille, du rang, de la paroisse, du quartier, que la modernité consomme sans les reproduire.

La forêt, lieu de fuite des rigorismes concentrationnaires. Coureurs de bois, "coureurs de jupons" se plaignaient déjà les curés de la Nouvelle-France. Refuge des rebelles, des quêteux, des conscrits, territoire des sauvages" vivant de chasse et de pêche.

La forêt qui recule sous les coups de la civilisation. Happés l'un après l'autre, ces amants de la liberté, transformés en draveurs, bûcherons, guides, gardiens de clubs, prospecteurs, constructeurs de barrages, mineurs. Le tapis moussu dévasté retient de plus en plus mal les eaux de la colère.

L'abondance de nos ressources naturelles, révélée par les autres. Notre pays est sûrement riche, puisqu'on le dit, puisque cela attire tant de monde! "Autour de nous des étrangers sont venus". Fourrures, bois, minerais prennent tour à tour le chemin des "métropoles". Régime de concessions que d'autres peuples ont bien connu. Le "porteur d'eau" parle la même langue que le "coolie". Pays immensément riche, capable de supporter si longtemps cet énorme transfert de substance. Bon peuple qui se contente des miettes de "job steady". Bon "boss" international qui sait apprécier les "blues" et la "French joie de vivre".

L'isolement

[Retour à la table des matières](#)

Seuls d'origine française, en petit nombre, à des milliers de milles de la mère patrie, nous nous sommes sentis isolés parfois. Une solitude littéralement perdue dans l'espace "Si tu savais comme on s'ennuie... Oubliés dans la neige. Des exilés aux terres septentrionales, Un sentiment d'abandon. La conquête, c'est l'Amérique qui tourne à l'anglaise. C'est aussi la France qui plie bagages, laissant derrière elle une poignée de gueux, transis, "sur le banc de neige".

Pendant longtemps nous avons attendu le retour de la flotte battant pavillon français. À l'occasion de l'indépendance américaine entre autres. Attente vaine. Nous avons préparé le "chemin du Roy". Le Roi a mis deux cents ans à venir s'y promener quelques jours. C'était Charles de Gaulle. Ça aurait pu être Louis, Napoléon, Pétain ou Clemenceau. Aucune importance. Des retrouvailles symboliques bien sûr. Des retrouvailles chargées de signification, capables de réveiller des aspirations assoupies, moins inoffensives que l'image mythique de la bonne vieille France d'autrefois. La vigilance outaouaise sait bien qu'il ne faut pas remuer le vieux fonds au risque de provoquer la débâcle printanière. Sourcilleuse, cette vigilance qui tolère mal l'oxygène de la francophonie. On n'a pas idée de respirer l'air du large! Vite, contrôlons le robinet, dressons des moulins à vent pour capter la brise.

"J'ai parfois senti jusqu'à suffocation l'amère solitude des miens dans le monde" se plaignait Laurendeau.¹ Des exilés. Des exilés de l'intérieur désormais.

La dépendance

[Retour à la table des matières](#)

Avons-nous vraiment expérimenté autre chose? Aussi loin que la mémoire collective puisse regarder, il n'y a qu'horizon de dépendance. De la France métropolitaine et de son administration centralisée. Pour le financement du commerce des fourrures et des industries naissantes, pour la venue d'immigrants, pour l'approvisionnement en denrées rares, thé, café, épices ou en biens d'équipement, pour la protection contre l'ennemi, pour telle décision administrative, pour trancher tel conflit entre le gouverneur et l'évêque, etc. Une administration lointaine, très difficile d'accès, qui règle tout dans le détail. Dépendance "qui restait dans la famille" selon l'expression de chez nous. Mais dépendance tout de même. Joug que nous aurions bien fini par secouer un jour, à l'instar des colonies américaines.

Le temps ne nous en fut guère laissé. D'une Majesté à l'autre, la dépendance s'est continuée. Changement de maître, mais même condition de dépendance. À une différence près, et de taille. Le nouveau maître parlait une autre langue et pratiquait une autre religion. Tout compte fait, il appartenait à une autre culture, rivale, prestigieuse elle aussi. Détail additionnel, il avait le bras long: "Britain rules the waves". Au surplus, il avait la ferme intention de s'installer parmi nous. Et il en avait les moyens.

Au temps de la Nouvelle-France, les Canadiens, quoique dépendants et quelque peu désobéissants, ne se sentaient pas tellement dominés. En tout cas, pas dans le sens colonial du terme. À partir de la conquête, il s'agit bien de domination coloniale et de dépendance coloniale. Le maître n'est plus l'un des nôtres. Il est l'autre, l'étranger.

La même situation prévaut encore aujourd'hui. Seulement, ce qui a changé, c'est que les maîtres se sont peu à peu installés dans notre propre maison,

¹ Voir André Laurendeau, *La Crise de la Conscription*, Éditions du Jour, Montréal, 1962, p. 157.

laquelle ils ont agrandie, meublée, rénovée, équipée de façon plus moderne. Nous l'habitons avec eux... en domestiques.

Les domestiques sont perplexes depuis quelque temps. Ce n'est pas que leur condition soit si mauvaise à comparer avec d'autres domestiques logeant, qui au hangar, qui à l'écurie, qui au poulailler. Même que leur avis est périodiquement sollicité. Seulement, ils se demandent au fond d'eux-mêmes et, quelquefois tout haut, s'ils ne seraient pas capables de prendre en main leurs propres affaires. Dernièrement, le bruit a couru que les maîtres n'étaient pas de vrais maîtres mais des gérants pour d'autres maîtres qui n'habitent pas ici.

- II -

Certaines de nos expériences les plus significatives

[Retour à la table des matières](#)

Les données de base de notre expérience collective font partie de l'intimité de notre être, sont inscrites dans notre inconscient collectif tout comme dans notre conscience collective. Certaines de nos expériences, à la fois causes et conséquences de notre condition humaine, se sont organisées dans notre psychisme en symboliques, chargées de signification. Nous faisant l'interprète d'une mémoire collective qui ruse parfois avec elle-même, nous avons retenu comme événements-symboles: la conquête, la rébellion, la dépression et la révolution tranquille. Chacun de ces événements a brassé la population de fond en comble, atteignant tout le monde et ne laissant personne indifférent. Chacun a contribué à façonner la réalité et les représentations de la réalité. Chacun constitue un événement complexe.

La conquête

[Retour à la table des matières](#)

Capitulation qui met un terme à une longue guerre. Le sentiment prédominant de nos ancêtres, à ce moment, a peut-être été celui d'une grande lassitude. Tant d'efforts pour en arriver là. Déposer les armes enfin. Un sentiment d'abandon aussi. Le mot ne circulait-il pas à la Cour de France: "Quand le feu est à la maison, on ne s'occupe pas des écuries". Le doute d'une trahison par Bigot et par ces personnages influents avec leurs railleries à propos de ces "quelques arpents de neige". Le désespoir de la défaite qui aurait pu faire crier comme à la Pologne écrasée: "Le ciel est trop haut et la France est trop loin".

Une grande lassitude! Puis un espoir de tranquillité, de retour en quelque sorte à la normale. Espoir dans la mansuétude du vainqueur. Aussitôt traversé de crainte. L'exemple de la déportation des Acadiens était tout chaud. Mais cette fois plus d'inquiétude pour le vainqueur. Sa victoire était complète. L'espoir donc, malgré tout, parce qu'il le faut bien.

La suite des événements allait nous montrer que la conquête ne faisait que commencer. Fait militaire qui met fin à l'empire français d'Amérique, soit. Mais, événement qui n'allait cesser de dérouler ses conséquences politiques, économiques et culturelles.

D'abord, rembarquement de l'armée française et de l'élite administrative coloniale. Instauration d'un régime militaire provisoire. Du coup, l'Église devient l'interlocutrice "naturelle" de l'occupant. C'est la seule élite qui reste. L'occupant apprend à composer avec elle, intermédiaire entre lui et la population. Entente entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Le traité de Paris de 1763 consacrera cette "alliance" du trône et de l'autel. En échange du maintien de la langue et des lois françaises, du libre exercice de la religion, de la reconnaissance de ses privilèges et prérogatives, l'Église fait preuve de loyauté envers le nouveau Souverain et exhorte la population à suivre son exemple. Fini le Gallicanisme de la Cour de France, du gouverneur et de l'intendant. Pour la première fois, l'Église peut prétendre au "leadership" exclusif de ses ouailles.

Puis, débarquement des marchands anglais qui s'emparent rapidement du commerce des fourrures. Négociants canadiens et coureurs de bois sont acculés à la ruine, évincés du commerce ou réduits au rôle d'intermédiaires, en

raison de leurs contacts avec les Indiens et de leur connaissance des territoires de chasse. Certains refluent vers l'agriculture. Premier retour à la terre.

Enfin, le Serment du Test interdit aux Canadiens l'accès aux fonctions publiques, à moins de choisir l'apostasie; l'administration publique se peuple d'anglophones.

Et voilà, le tour est joué! L'économique et le politique ont suivi le militaire. Un nouvel ordre social est instauré. C'est le plus fort, le vainqueur, qui définit désormais la règle fondamentale du jeu sur le territoire. Il "fait la loi" au sens plein de l'expression.

La société défaite a perdu son armée, a été décapitée de son élite administrative, a été dépossédée de sa bourgeoisie commerçante. Pour elle, le temps s'arrête. Sa structure sociale se disloque. Son accomplissement comme société est bloqué. Elle a subi une "décérébration", suivie d'une "greffe au cerveau" des institutions économiques, politiques et militaires du vainqueur.

Pour survivre, une société doit se faire culture. Évincée du temporel, elle se fait spirituelle. De partielle, la sphère religieuse devient totale. L'Église et ses institutions nous servent d'identité et de modèles. L'Anglais-protestant tient la ville, la campagne sera française et catholique. À bien y penser, le commerce ne vaut pas l'agriculture... La puissance de Rome fera équilibre à sa Majesté britannique! N'ayant d'autre choix, une société se réfugie dans le sein de l'Église. Une expérience de "culture traditionnelle" commence.

La rébellion

[Retour à la table des matières](#)

Avec le temps un nouveau projet de société émerge, proposé par une nouvelle élite laïque. Composée en bonne partie de professionnels libéraux, issus des collèges classiques, cette élite s'inspire des idées des révolutions française et américaine. Elle lutte pour l'obtention d'un gouvernement responsable. Elle aspire, en fait, au rôle de classe dirigeante des Canadiens. Ce faisant, elle entre en lutte à la fois avec le gouvernement du Bas-Canada, la bourgeoisie anglaise de Montréal et le haut-clergé de l'Église catholique. Lutte de classes et lutte nationale en même temps.

Son projet de société est d'essence profane. Autodétermination politique, Exécutif responsable à une Chambre d'assemblée élue par le peuple. Économie d'entreprises et de commerces autochtones, à partir d'une base agricole transformée. Projet libéral national, en somme.

Ce projet de société ne correspond pas aux vues de l'Église officielle. Elle le trouve trop républicain. Elle y flaire l'anticléricalisme. La nouvelle élite laïque, aussi près qu'elle sinon plus des artisans et des paysans, lui dispute son leadership auprès des classes populaires. Le haut-clergé réaffirme sa loyauté auprès d'un gouvernement dont il est le conseiller "écouté". La bourgeoisie anglaise de Montréal craint l'émergence d'une classe rivale. D'ailleurs, elle réclame déjà la fusion des deux Canadas pour des raisons d'agrandissement du marché. Le gouvernement du Bas-Canada, quant à lui, tient de plus en plus le projet pour nettement subversif et ruineux. Subversif, parce qu'incompatible à long terme avec le maintien du lien impérial. Ruineux, parce que confiant le pouvoir économique à une classe "ignorante" des affaires. Au surplus, la minorité anglaise du Bas-Canada n'acceptera jamais le régime politique de la majorité.

Une grave crise économique sévit; le gouvernement est paralysé: les seigneuries sont surpeuplées. C'est l'impasse structurelle. La fièvre monte.

On connaît la suite. La rébellion est écrasée militairement. C'est la répression. Les patriotes s'enfuient ou sont faits prisonniers, jugés, exécutés ou déportés. Papineau s'exile aux États-Unis. Le climat est à la peur. La rigueur des lois frappe les rebelles et leurs familles; chez les amis et connaissances, c'est l'épouvante. Les suspects sont nombreux. L'Église, forte de sa fidélité et de la loyauté du grand nombre, déclare que les coupables ont bien couru après leur châtement mais demande aux autorités d'y aller quand même avec modération.

Lord Durham venu de Londres enquêter sur place dira: "Je m'attendais à trouver un conflit entre un gouvernement et un peuple; je trouve deux nations en guerre au sein d'un même État; je trouvai une lutte non de principes, mais de races". Son diagnostic, quoique incomplet, porte assez juste. Mais ses remarques vont soulever l'ire de nos ancêtres et faire de Lord Durham l'un des personnages les plus détestés de notre histoire, avec Bigot. Le commissaire impérial déclare dans son rapport:

On ne peut guère concevoir nationalité plus dépourvue de tout ce qui peut vivifier et élever un peuple que les descendants des Français dans le Bas-Canada, du

fait qu'ils ont gardé leur langue et leurs coutumes particulières. C'est un peuple sans histoire et sans littérature.²

Ce mépris affiché par le grand Inquisiteur va blesser profondément les Canadiens. Il aurait pu aussi bien dire: "They are a bunch of nobodies". Ou, ce qui revient au même, en ses propres termes, nous ne sommes que: "le résidu d'une colonisation ancienne". Voici que le colonisateur nous reproche d'être colonisés. Nous devons nous sentir coupables à ses yeux d'être devenus ce que nous sommes, alors que c'est précisément lui qui nous a rendus tels. Le verdict de Lord Durham ne laisse pas de doute quant au sort réservé aux Canadiens:

La tranquillité ne peut revenir, je crois, qu'à la condition de soumettre la province au régime vigoureux d'une majorité anglaise; et le seul gouvernement efficace serait celui d'une Union Législative.³

Nous aurons l'Acte d'Union en 1840. Majoritaires au Bas-Canada, nous nous retrouvons minoritaires dans le Canada-Uni. Le Haut-Canada, moins peuplé, obtient, du même coup, égalité de représentation au parlement et partage de sa dette écrasante. La magie du langage des maîtres réussira à qualifier cette opération et d'autres semblables d'exemples de "fair play" britannique. Comme quoi les constitutions ne font qu'exprimer et légitimer un rapport de forces à un moment donné. "Malheur aux vaincus", disaient plus honnêtement les Anciens.

Notre désignation correspond aux nouvelles réalités du pouvoir. Les Français de la Nouvelle-France, les Canadiens du Canada se voient désormais appelés Canadiens français. Le trait d'union s'installe et la double personnalité avec lui. Des Canadiens d'expression française, une minorité ethnique vouée à l'assimilation.

Lord Durham avait décidément des vues trop généreuses sur les colonisés. Il ne tenait pas compte du fait que la relation coloniale n'exige pas l'assimilation complète du colonisé. Bien au contraire, la présence du colonisé fournit au colonisateur la preuve constante de sa supériorité. L'assimilation, rendue jusqu'à terme, ferait disparaître un repoussoir tellement gratifiant. Du reste, comme l'a démontré Albert Memmi⁴, la situation coloniale fabrique des colonisateurs et des colonisés. Un peu comme la situation autoritaire produit des autoritaires, sans qu'il soit besoin d'autres recours. Au surplus, le colonisé peut rendre tellement de services, comme occuper certains emplois subalternes qui répugnent au colonisateur, ceux de "scieurs de bois", par exemple.

² Voir Cornell, Hamelin, Ouellet, Trudel, *Canada, Unité et Diversité*, Holt, Rinehart et Winston Ltd., 1968, p. 237.

³ *Ibidem*, p. 237.

⁴ Voir Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Jean-Jacques Pauvert, Hollande 1956.

Quant au colonisé, il réagit au lien colonial en se soustrayant à son empire autant que possible. Pour ne pas donner prise à ses maîtres, afin de sauvegarder son identité, il se fait archaïque; il fuit dans le temps. Fait réel et symbolique à la fois: la désaffection religieuse assez répandue chez les patriotes, prend fin brusquement. Les églises sont bondées de nouveau. Écrasée militairement, la rébellion connaît, en plus, une grande défaite intellectuelle: l'Institut Canadien, son foyer de résistance, croule sous les coups d'une Église qui, sous le leadership de Mgr Bourget, se fait de plus en plus ultramontaine. Second retour à la terre. Émigration massive aux États-Unis. Papineau, de retour d'exil, nous trouvera davantage préoccupés de "survivance" et de "revanche des berceaux" que de combats pour l'autodétermination nationale.

Restée maîtresse du terrain culturel, l'Église pourra y instaurer, sans conteste, sa "théocratie" à saveur médiévale, qu'au Canada anglais l'on désignera du mot pittoresque de "folk culture of French Canada". Les plus méprisants n'iront pas par quatre chemins pour parler du Québec: "The backward priest-ridden province". Les manuels d'Histoire du Canada, approuvés par l'Église, jetteront un voile pudique sur la période des patriotes. La rubrique s'intitulera : "Les Troubles de 1837-38". Papineau lui-même, tenu pour "troublé", passera quand même dans l'histoire pour la "tête à Papineau". Pendant un siècle, les gens se diront encore "Canadiens" par opposition aux "Anglais".

En guise d'épilogue à la rébellion, mentionnons brièvement "l'affaire Riel" et la "crise de la conscription".

Louis Riel, pendu à Régina en 1885 pour avoir pris la tête du soulèvement des Métis contre le "Corporate Capitalism", colonisateur de l'Ouest canadien, n'aura pas réussi à enrayer l'anglicisation des prairies. Riel mort, le parlement de Winnipeg supprimera par une simple loi (1890) les droits du français inscrits dans la constitution du Manitoba. Précédent qui ne manquera pas de suites, comme au Nouveau-Brunswick ou en Ontario, par exemple. Il n'y aura pas d'Ouest français, pas plus que d'Acadie française. Le Canada français sera confiné à la "réserve québécoise". Riel passera pour "troublé" lui aussi. L'affaire Riel aura servi finalement de tremplin à Sir Wilfrid Laurier. Le "Parti National" de Mercier finira en queue de poisson. Comme le "parti nationaliste" de Bourassa, un peu plus tard. Admirable structure politique fédérale, capable d'effectuer une pareille récupération ou, plutôt, destin d'une minorité nationale, prise dans les filets d'une majorité qui ne cesse de construire pardessus son propre projet national.

La conscription de 1917 et le plébiscite de 1942, nous confirmeront la solide minorisation de 1840, consolidée en 1867. Tout ce que nous pourrions opposer à "l'homme blanc à la langue fourchue qui ne respecte ni traité, ni parole donnée" ce sera une fin de non-recevoir, un "NON" retentissant. Seul pouvoir des peuples dominés. André Laurendeau, témoin de l'événement et

surtout un des principaux agents du vote négatif, aura ce commentaire d'une fierté un peu lasse:

Notre héros, c'eût été le conscrit révolté, le rebelle... Pourtant la révolte n'alla presque jamais jusqu'au bout... C'est que la contrainte, elle non plus, n'alla jamais jusqu'au bout; et si peu que nous possédions, nous avons tout de même une morale de possédants. En définitive, il s'agissait de sentiments; mais l'un d'entre eux est le respect de soi. Au reste, le monde est plein de sentiments, et je me demande pourquoi le seul que nous refuserions d'admettre, c'est celui que nous entretenions vis-à-vis nous-même, et qui s'appelle le sentiment de la dignité humaine ⁵.

D'un côté, le pouvoir de la majorité et son sens politique. De l'autre, la minorité tout juste capable d'empêcher l'irréversible.

La dépression

[Retour à la table des matières](#)

Dans le langage populaire, c'est "la crise" sans autre référence. La crise, c'est la vie qui s'arrête. La misère noire. Chômage massif, cultivateurs jetés "dans le chemin", commerçants ruinés, entreprises en faillite. La crise, c'est le "secours direct". Les générations qui ont vécu "le temps de la crise" à l'âge adulte, en ont gardé une espèce d'épouvante. Pour eux, l'horizon a vacillé et le ciel leur est littéralement tombé sur la tête.

La crise est mondiale. Un peu partout, les gouvernements, impuissants à faire repartir la machine, tombent les uns après les autres. Les gens perdent confiance dans le système, dans les institutions, dans les autorités. L'ordre social devient instable. De nouveaux mouvements sociaux apparaissent. En Europe, c'est la montée des totalitarismes. Aux États-Unis, c'est le "New Deal".

Au Québec, la "colonisation" reprend un essor qu'elle n'avait pas connu depuis le curé Labelle. Le mouvement de retour à la terre est tel qu'il neutralise complètement un mouvement d'urbanisation qui se poursuit avec l'industrialisation depuis la fin du XIXe siècle. Le Crédit Social fait son apparition. Des grèves éclatent. Les immigrants, en particulier les Juifs, sont pris à partie. Les agriculteurs s'agitent. On dénonce le capitalisme.

⁵ Voir André Laurendeau, op. cit., p. 157.

À côté des "Jeunes-Canada" et de l'Action Catholique qui font des percées dans la jeunesse, surtout étudiante, c'est l'Action Libérale Nationale qui fait le plus de bruit. D'abord mouvement, puis parti politique, sa critique porte; son programme est articulé, son inspiration est sociale et nationale à la fois. Il propose un train de mesures sociales et une intervention vigoureuse de l'État dans l'économie, dont la nationalisation du "trust" de l'électricité. Les campagnes retentissantes de 1935 et 1936 se feront contre les "trusts". Une époque prend fin, celle de quarante ans de règne libéral ininterrompu (1896-1936). L'Union Nationale, fusion de l'Action Libérale Nationale et du Parti Conservateur Provincial, prend le pouvoir avec Maurice Duplessis.

La crise n'est pas loin de provoquer une mutation culturelle. À Québec, se fonde la faculté des Sciences Sociales de Laval. Le mouvement coopératif connaît un regain de vie, pénètre dans de nouveaux milieux et de nouveaux secteurs. Les cultivateurs (U.C.C.) obtiennent le "prêt agricole". Le syndicalisme, enfant pauvre jusque là, entre, pour de bon, dans le débat économique. Georges-Henri Lévesque, Montpetit, Minville, Angers accréditent l'analyse économique et sociale. Les clercs se livrent à la culture des encycliques des papes sociaux. Le chanoine Groulx réanime la question nationale.

La crise a remué les gens jusque dans le tréfonds. Elle a réveillé une culture qui s'était assoupie. On a commencé à prendre acte des nouvelles réalités liées au phénomène de la société industrielle. Le Québec était devenu urbain. Législations du travail et législations sociales font leur apparition. Esdras Minville, directeur de l'École des Hautes Études Commerciales, lance des études sur le développement que Perroux, Baran et Gunder-Franck ne désavoueraient pas aujourd'hui. Ses projets sont en avance d'une génération.

La deuxième guerre mondiale, ses drames et sa prospérité absorberont une bonne partie du brassage d'idées des années '30. Une révolution tranquille, ajournée "sine die".

La révolution tranquille

[Retour à la table des matières](#)

Peuple de résistants par la force des choses, nous avons dû nous accrocher au pays pour durer. Creuser notre liberté par en-dedans pour ainsi dire, à défaut de l'exprimer au-dehors. Une résistance paysanne, têtue, obstinée, rouée. Une soumission toujours grosse de rébellion latente. Un repliement tou-

jours susceptible de se déplier. Une hibernation qui, du coin de l'œil, guette le printemps.

Nous avons bien cru qu'il était arrivé récemment. Le climat s'était adouci, la neige avait commencé à fondre. Nous avons senti l'isolement se rompre. Le sol a tremblé sous nos pieds. Nous en sommes à nous demander si nous avons été témoins de la débâcle des glaces ou de la débâcle de la terre.

Par convention maintenant, l'on situe le moment de la rupture en 1960, date du début de la révolution tranquille. Les conventions facilitent la communication, c'est bien connu. Comme toute idée reçue, les conventions tendent toutefois à transformer en stéréotypes ou en clichés des réalités ou des phénomènes par ailleurs fort complexes.

Pour le cas qui nous préoccupe, la révolution n'a peut-être pas été si révolutionnaire et la tranquillité pas si tranquille. Admettons volontiers cependant l'envergure de l'événement et l'ampleur du phénomène. Convenons, par ailleurs, que la rupture n'a pas été absolue et qu'elle n'a pas mis fin à un isolement absolu non plus. Nous nous situons dans le relatif quelque considérables que soient les écarts.

Écarts, il y a eu en effet. En peu de temps, une multitude de gens ont eu l'impression qu'ils pouvaient parler et dire ce qu'ils pensaient. C'est comme si l'on venait tout juste d'obtenir la liberté d'expression. Des verrous ont sauté dans la tête des gens. Certains tabous se sont révélés attaquables.

En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, une société accélère son tempo et lance un train de réformes, considérées jusque-là, impensables. Rationalisation de la fonction publique, syndicalisation du secteur public, réforme de l'éducation et des services de santé. Sécularisation d'associations et d'institutions, intervention de l'État dans l'économie, etc.

Dans le même temps, des gens se rencontrent et se regroupent. Comme pour la liberté de parole, le droit d'association vient d'être découvert, semble-t-il. Qui plus est, on noue dialogue avec le reste du monde.

Il ne suffit pas de dire, d'un air entendu et désenchanté, que "plus ça change, plus c'est pareil", pour disposer du sentiment de tant de gens pour qui 1960 représente plus qu'un changement de gouvernement, un changement de régime et d'époque. Pour eux, le Québec est sorti de son isolement séculaire pour rattraper le reste du continent et se mettre au diapason du monde.

Afin d'introduire un peu de relativisme dans ce qui risque d'être perçu (négativement ou positivement) comme un absolu, supposons avec Alexis de

Tocqueville ⁶ que les révolutions (tranquilles ou pas) n'ont lieu qu'après la mise en oeuvre progressive de structures de remplacement au sein des structures en place. En d'autres termes, les révolutions ne s'improvisent pas; elles exigent une longue préparation. Elles surviennent lorsque parvenues à maturité, pour ainsi dire. Le brusque changement d'air ou le sentiment de rupture ne doit pas donner le change, d'après Tocqueville, à la réalité d'une profonde continuité dans le changement. Considérons les changements qui ont préparé le "grand" changement de la révolution tranquille.

Nous pourrions nous attarder à ces foyers de contestation avant la lettre qu'ont été la Faculté des Sciences Sociales de Laval, le groupe du "refus global", Cité Libre, la J.E.C., la C.T.C.C., Radio-Canada, qui encore aujourd'hui, passent pour les grands agents de changement à l'œuvre dans le Québec "traditionnel" d'après-guerre. Réflexion faite, et avec le recul du temps, ces agents de changement, en mettant le doigt sur les problèmes, en signalant les dysfonctions sociales les plus graves, en proposant des alternatives, semblent avoir plutôt joué un rôle analogue à celui de l'Encyclopédie avant la Révolution française, c'est-à-dire un rôle de préparation des esprits par la propagation des idées révolutionnaires. Qu'eût été l'Encyclopédie, sans la montée de la bourgeoisie et l'abaissement de la noblesse et du clergé par l'État central aux mains du pouvoir royal? C'est la Monarchie Absolue, érigée sur les ruines de la féodalité qui, au dire de Tocqueville, a fait le lit de la révolution bourgeoise.

Dans le cas du Québec, y aurait-il eu une propagation des idées libérales si l'industrialisation n'avait d'abord pris place? La conception de l'homme, révélée par le Libéralisme, se serait-elle substituée progressivement à celle révélée par l'Église, si la modernité industrielle ne s'était, au préalable, solidement installée? En d'autres termes, pas de syndicalisme ou de Cité Libre, sans industrialisation et urbanisation.

Non seulement la révolution tranquille aurait été longuement préparée au niveau des structures, mais elle n'aurait été, de fait, que la conséquence culturelle et politique de profonds changements dans la structure économique et sociale.

Ces changements s'étalent, en fait, sur plus d'un demi-siècle d'industrialisation et d'urbanisation du Québec. Commencée vers la fin du XIXe siècle, l'industrialisation se poursuit à même allure au cours des premières décennies du XXe siècle. Au sortir de la première guerre mondiale, le recensement de 1921 révèle déjà un Québec majoritairement urbain. Entre 1791 et 1931, le

⁶ Voir Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, Paris, 1967. [Texte disponible en intégral dans Les Classiques des sciences sociales]

rapport rural-urbain se renverse complètement. La crise économique des années 30 survient dans un Québec aux deux tiers urbain.

L'industrialisation et l'urbanisation, en plus d'entraîner un exode rural massif et une concentration urbaine, donnent naissance à de nouvelles classes sociales: la classe ouvrière et la nouvelle classe moyenne, dont les comportements et progressivement les attitudes et les valeurs, s'éloignent de plus en plus du monde rural. L'assiette du pouvoir se déplace de la campagne à la ville. Le Québec vit à l'heure industrielle, alors que ses institutions politiques et ecclésiastiques véhiculent toujours une représentation rurale de la réalité. Retard des mentalités sur l'évolution des structures, mais aussi défense des intérêts de classe des notables et des intérêts institutionnels de l'Église.

La mise en place des structures d'une société industrielle au sein d'une société traditionnelle est déjà bien avancée dans les années de crise qui précèdent la seconde guerre mondiale. Les débats des années 30 ne portent pas que sur la "colonisation" et le retour à la terre, mais aussi et surtout, sur la nationalisation des "trusts", sur la formule coopérative comme alternative au capitalisme, sur la réforme des institutions politiques, sur la syndicalisation des travailleurs, etc. Débats propres à une société qui se sent, de plus en plus, devenue industrielle dans les faits, débats qui, un moment, suspendus par la prospérité et les préoccupations de la guerre, reprennent de plus belle au lendemain du deuxième conflit mondial.

L'écart grandissant entre une industrialisation maintenant massive et une représentation désormais perçue comme archaïque par la classe ouvrière et les nouvelles classes moyennes est, de plus en plus, sentie au cours des années 50 comme un malaise par de larges secteurs de la population. Certains intellectuels parlent d'un divorce entre les idéologies officielles et la réalité. C'est dans ce contexte et sur cette toile de fond qu'il faut situer les analyses percutantes de Cité Libre, par exemple.

De toutes parts, les revendications affluent. Groupes, associations, syndicats, Église même, demandent, exigent un nouveau contrat social qui tienne compte des nouvelles réalités. Les années 50 ne sont pas tranquilles pour un Duplessis, combattu par une intelligentsia qui puise inspiration auprès du modèle de société de ses "amis" américains et prend appui politique sur ses "ennemis" d'Ottawa. L'Église, qui "mange dans sa main", et dont lui, le "cheuf", baise l'anneau, est aussi celle qui soutient, par des quêtes publiques, les grévistes de l'amiante. "Sauver la classe agricole, la religion et la race" contre les centralisateurs d'Ottawa, en industrialisant le Québec au profit des Américains, n'est que le résumé des nombreuses contradictions chevauchées par ce personnage paradoxal et son étrange coalition.

Il faut bien admettre, à sa décharge, que le Québec des années 50 constituait aussi un paradoxe: une société industrielle coiffée, encadrée d'institutions traditionnelles. Et pour comble, l'on verra, quelques années plus tard, l'Église, comme autrefois le clergé de France à l'Assemblée Constituante, participer à la mise en oeuvre de réformes qui sapent les bases mêmes de son pouvoir. Elle se fait l'instrument de son propre déclin.

On peut interpréter la rupture d'isolement de 1960 et le climat euphorique qui s'en est dégagé comme la résolution, par quelques réformes attendues, des contradictions les plus intolérables entre les nouvelles structures industrielles et leur encadrement traditionnel. Rationalisation de la fonction publique et démocratisation de l'éducation apparaissent comme les réformes-types de cette période.

C'est l'Église qui écope surtout. Coup sur coup, elle perd ses monopoles dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et du bien-être. Par le fait même, elle perd son emprise sur la société et la culture. La société traditionnelle vole en éclats. Le projet libéral, non seulement se substitue au projet ecclésial, mais est officiellement proclamé comme nouveau projet de société et de culture. Plus rien ne s'oppose maintenant à l'irruption du flot de la modernité sur la place publique. Le barrage a sauté. Tant il est vrai, que la révolution abat les régimes déjà en voie de libéralisation.

(À suivre en novembre 1978)

* * *

Fin du premier article de deux.

Delmas Lévesque

sociologue, professeur de sociologie à l'École des H.E.C.,
Université de Montréal

(1978)

“L’expérience
québécoise – II
(Essai sur notre culture)”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l’article de :

Delmas Lévesque, “L’expérience québécoise – II (Essai sur notre culture)”
Un article publié dans la revue *L’Action Nationale*, Montréal, vol. 68, no 3,
novembre 1978, pp. 193-208.

M. Lévesque est sociologue et professeur de sociologie à l’École des
H.E.C. de l’Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par la directrice adjointe de la revue
L’Action Nationale le 8 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres de
Monsieur Lévesque.]

**L’Action
NATIONALE**

Site web : <http://www.action-nationale.qc.ca/>



Courriel : revue@action-nationale.qc.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 7 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

III. [Le cours récent de notre expérience collective](#)

[L'expérimentation du changement](#)

[Les ambiguïtés du changement](#)

[Un possible changement de condition](#)

[Conclusion](#)

Delmas Lévesque,
“L’expérience québécoise – II
(Essai sur notre culture)”



Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 68, no 3, novembre 1978, pp. 193-208.

M. Lévesque est sociologue et professeur de sociologie à l'École des H.E.C. de l'Université de Montréal.

- III -

Le cours récent de notre expérience collective

[Retour à la table des matières](#)

Les expériences que nous venons de relater ont toutes fait l'objet d'interprétations controversées. Toutes. La dernière ne fait pas exception à la règle. On ne s'entend pas sur l'importance, sur le sens à donner à la révolution tranquille. On ne s'accorde pas, non plus, sur sa durée. Pour certains, elle se termine en 1965 ou 1966. Pour d'autres, elle continue. Il y en a qui prétendent qu'elle n'a pas eu lieu, tout simplement. On en trouve aussi pour qui elle ne fait que commencer.

Pour notre part, nous tenons l'expérience collective d'un peuple pour plus fondamentale que l'une ou l'autre de ses expériences, fussent-elles les plus significatives. La tradition vivante d'un peuple se nourrit de ses expériences, tout en les dépassant. Nul doute que notre peuple a vécu, ces dernières années, une intense période de changement. Un changement qui, rempli d'ambiguïtés, a peut-être touché à sa condition humaine fondamentale.

L'expérimentation du changement

[Retour à la table des matières](#)

Une société réputée stagnante se livre tout à coup à la pratique du changement. Le changement n'est plus tabou. Tout le monde se met à faire des "expériences". Prise de la parole, baisse ou cesse de la pratique religieuse, usage des contraceptifs, froc aux orties, divorces, voyages psychédélics, essais de vie en communes, en communautés de base, en coopératives populaires, nouvelles formes de militantisme, changements de doctrines, revendications, contestations, nouvelles expressions littéraires et artistiques, emploi de la violence, associations nouvelles, politisation, dépolitisation, émiettement, regroupement, cynisme, dévouement, etc.

On dirait que toute une société est devenue expérimentale. Les idoles sont renversées. Les tabous sont transgressés. Tout paraît possible, tout semble permis! ne sort-on pas de "l'obscurantisme" pour accéder à "l'âge des lumières"? La conformité se renverse en faveur du changement. Les changements se multipliant à vive allure, bientôt on juge du changement au style, aux vêtements, à la coiffure, à l'article de consommation. À chacun son "kick" et son "trip". À chacun sa "libération".

Comment interpréter cette magnifique floraison littéraire et artistique des dernières années? Dans la musique, dans la chanson, dans la peinture, au théâtre, au cinéma, en poésie, en tous genres littéraires. La production traditionnelle ne soutient pas la comparaison. La levée des interdits et le déblocage des inhibitions libèrent un torrent de créativité.

Quelle importance accorder à ce qui se passe dans le secteur public et para-public? Réforme de l'éducation, des services de santé et de bien-être, nationalisation complète de l'électricité, création de sociétés ou de régies d'État comme S.G.F., SIDEBEC, SOQUEM, SOQUIP, REXFOR, R.R.Q., etc.

Comment comprendre les nouveaux rôles joués par la C.S.N., la F.T.Q., la C.E.Q., le C.P.Q., l'U.P.A.? Quel sens donner aux "fronts communs" et à l'emprisonnement des chefs syndicaux? Que signifie la fondation de la C.S.D.?

Comment expliquer la percée des créditistes dans les années '60 et la trouée du P.Q. au début des années '70? Qu'est-il arrivé à l'Union Nationale? Et les vagues du F.L.Q. dans cette histoire?

D'où viennent ces promotions accélérées de francophones dans les entreprises privées anglophones, au secteur public fédéral? À Bell Canada, à la Bourse de Montréal, à Air Canada, au Conseil Économique du Canada, au C.R.T.C., etc.?

La grève d'Asbestos soutiendra-t-elle longtemps la comparaison avec la grève à la United Aircraft? La Super Franco-Fête de 1974 ne rappelle-t-elle pas le Congrès Marial d'Ottawa, en 1947? Se pourrait-il que Power Corporation soit venu prêter main-forte à Radio-Canada? Comment se fait-il que les réalisateurs en grève (1958) ne

figurent pas sur la liste des agents de la révolution tranquille? Avons-nous la mémoire assez courte pour ne pas faire de rapprochement entre le bois de la Basse-Côte Nord et le fer de l'Ungava? "De la Manic à la Baie James" l'inspiration s'essouffle. Tembec, Cabano, opérations Dignité, Jacques et batailles de l'indexation, nous disent que le changement souffre plus d'une interprétation.

Les ambiguïtés du changement

[Retour à la table des matières](#)

La grande ambiguïté du changement des quelque quinze dernières années tient peut-être au fait que tout ne s'est pas passé comme prévu. La révolution tranquille, par exemple, s'est révélée toute grosse de conséquences inattendues. Une culture qui se désagrège présente le meilleur et le pire comme spectacle. Les spectateurs se demandent s'il s'agit de renaissance ou de décadence. La débâcle des glaces risque d'entraîner la débâcle de la terre.

La modernité "libératrice" s'est faite aussi dévastatrice. Elle a dénoué, une à une, dans la famille, au village, dans le quartier, dans les organisations et les institutions des solidarités séculaires. Elle s'est attaquée comme un acide corrosif aux vieilles croyances qu'elle a dissoutes les unes après les autres. "Sacerdos in aeternum" et "Indissolubilité du mariage", véritables colonnes du

temple traditionnel, ont été descendues de leur socle. Les archétypes furent renversés. Les normes sont apparues comme des contraintes.

Ce n'est pas pour rien que les hommes d'Église prêtaient le serment anti-moderniste. Le projet de l'Église se voulait l'antithèse de la modernité. L'Église n'a jamais détaché l'individu de sa communauté ou vice versa. Bien au contraire, elle a procuré à l'individu toute une chaîne de médiations. Ne pratiquant pas toujours elle-même l'Évangile de la pauvreté, elle n'en prêchait pas pour autant l'Évangile de la richesse. Fondatrice des Universités, elle a toujours subordonné la science à la foi. Sa révélation n'est pas celle des sciences naturelles ou du Positivisme. À la lumière de sa tradition, Marxisme et Libéralisme prennent figure d'hérésies... chrétiennes.

L'affaiblissement du pouvoir temporel et spirituel de l'Église a laissé un vide culturel béant et une société instable. Certains prophètes de la révolution tranquille ont pris peur. Ils ne voulaient pas tant de changements. Eux qui ont accédé à un pouvoir dont le revêtement en autorité laisse à désirer. Ils se prennent à douter des bienfaits de la liberté qu'ils avaient octroyée à leur peuple.

Leurs analyses parlent de dissolution culturelle. Ils craignent, au fond, que le flot furieux se retourne contre eux. Le moi se donne que le moment approche où il faudra ramener cette hystérie à la raison, Tout le monde ne porte pas l'alcool, encore moins la drogue! Et c'est la cinglante gifle de la répression. Les "révolutionnaires" d'hier ont suspendu les libertés "chéries".

Les choses ne sont pas si simples. Les apprentis-sorciers vont devoir faire leur apprentissage. Les verrous traditionnels qui retenaient les comportements n'étaient pas que les serrures d'une prison. Derrière ces portes, s'était aménagé, avec le temps, un habitat chargé de significations. C'est bien malin de faire sauter les verrous, de libérer les prisonniers, croyant qu'ils iront tout droit adorer les nouvelles idoles dressées pour eux sur la place publique. Encore eût-il fallu avertir les prisonniers que les nouvelles divinités ne seraient pas moins exigeantes et jalouses de leurs libertés que les anciennes. Encore eût-il fallu les prévenir que ces nouveaux dieux avaient un petit accent étranger. Encore eût-il fallu leur offrir autre chose que des "solidarités" fonctionnelles. Il ne faut pas se mettre en colère si certains prisonniers se font tirer l'oreille et font mine de regarder ailleurs.

La révolution tranquille s'est accomplie sur le dos de l'Église et de la culture traditionnelle. La montée de l'État provincial, commencée sous Duplessis, s'est effectuée au détriment de l'Église comme institution. Il y a eu échange de pouvoir temporel entre l'Église et l'État, au profit de celui-ci. L'État a occupé exactement les anciennes juridictions de l'Église. Il ne s'est guère avancé plus loin, malgré les instruments qu'il s'est donnés pour ce faire.

Le Canada anglais, qui a célébré la fin de la "folk culture", ne s'y est pas trompé lui. Enfin le Québec devenait une "province comme les autres"! La culture traditionnelle en déroute a cédé la place à la modernité dont les valeurs, curieusement, coïncident avec les besoins d'expansion de l'entreprise multinationale.

L'entreprise multinationale, nouvelle puissance rivale de l'État, comme autrefois l'Église, semble avoir gagné, avec la complicité de l'État fédéral, la première manche de la révolution tranquille. Si l'entreprise multinationale dispute aux États l'âme des peuples, ce n'est pas pour assumer elle-même des fardeaux dont elle n'a que faire. Il lui suffit que par la quête des emplois et la recherche des satisfactions de la consommation les populations soient retenues dans les filets de ses réseaux. Il n'est pas indifférent de remarquer que parmi ces réseaux figurent en bonne place les media d'information.

N'est-ce pas que la démocratisation de l'éducation s'avère plus fonctionnelle que ce dinosaure de cours classique? Bien sûr que l'étude de l'histoire et que l'enseignement de la philosophie peuvent faire l'objet de cours optionnels. On n'est pas seulement fonctionnels, on est même pluralistes! Quoi de mieux qu'une culture technique pour entrer sur le marché du travail. Pas d'objection à ce que l'État s'occupe de sécurité sociale. Bien au contraire. Il faut bien quelqu'un pour assumer les coûts de la croissance. Pourquoi l'industrie de l'automobile se plaindrait-elle des volumineux budgets de la voirie? L'industrie de l'érotisme s'accommode assez bien de l'émiettement sexuel. Il y a, de ce côté, un marché insoupçonné auparavant.

La diffusion de la modernité fraie la voie à l'entreprise multinationale, laquelle se permet plus d'audaces, comme l'a démontré I.T.T. Le pouvoir fédéral, acculé un moment à la défensive, a repris du poil de la bête et se fait plus envahissant que jamais. Pas très nationale, une révolution tranquille qui laisse intact un pouvoir économique et politique étranger, lequel s'accroît même. À moins qu'il ne s'agisse d'un ressac contre-révolutionnaire. Pas très sociale, une révolution qui ne porte pas au pouvoir politique une nouvelle classe sociale. Anciens et nouveaux professionnels s'entendent plutôt bien à ce niveau.

Une révolution administrative, cette révolution tranquille qui fait de nous des éléments mieux intégrés à la concentration économique continentale. Intégration plus fonctionnelle. Au prix d'une désintégration culturelle, au profit de la modernité. La cohésion traditionnelle a fait long feu. La différence s'amoindrit. Si révolution culturelle il y a eu, c'est plutôt dans le sens du nivellement culturel au sein de la civilisation de la modernité ambiante. Ce mouvement d'homogénéisation ne nous laisse que peu de place comme culture distincte, hormis une survivance folklorique. La révolution industrielle venue de l'extérieur a investi la place, a pénétré dedans, a fait éclater le vieil encadrement et peut désormais, à l'intérieur, se dérouler jusqu'à son terme.

Phénomène inattendu, la modernité, en faisant de la place pour elle-même, en a aussi fait pour un mouvement de différenciation qui entend contrer la poussée en faveur de l'intégration. Mouvement "nationalitaire" dont l'ampleur dépasse de beaucoup l'ancien courant de résistance à l'assimilation. Le nationalisme de conservation a fait place à un nationalisme d'affirmation nationale. Un nationalisme beaucoup plus agressif, articulé et qui foisonne de projets. Un nationalisme qui a le sens du pouvoir économique et politique, surtout dans sa partie émergée: le mouvement d'indépendance nationale. Il n'entend en rien retourner aux définitions spirituelles du nationalisme juridico-culturel. La découverte d'un État provincial a déclenché des aspirations à un État national. Le Libéralisme a mis en branle, malgré lui, des revendications sociales en provenance des classes populaires et des milieux défavorisés. Le divorce traditionnel du "national" et du "social" s'estompe.

Le mouvement "nationalitaire" s'élève lui aussi sur la destruction de la culture traditionnelle. En un sens, l'affaiblissement de l'identité culturelle constitue un handicap pour lui. Dans un autre sens, c'est bien là sa chance. L'éclatement du vieil encadrement libère des énergies d'audace et de créativité. On veut faire neuf. On pense dans de nouveaux schémas. Les anciennes attaches ne retiennent plus. "Bozo les culottes" s'est fâché. "L'alouette s'est mise en colère". On redécouvre les "patriotes". On réécrit l'Histoire. On veut "nationaliser" l'État provincial. On entend bien se servir des instruments inutilisés, hérités de la révolution tranquille. On renoue avec une tradition qui n'est plus perçue comme traditionnelle. La "maison canadienne" se fait "québécoise". Le vieux fonds québécois commence à se mouvoir dans cette direction. Le "Québec international" prolonge le "Canada français missionnaire". On chante son pays sur toutes les scènes du monde dans des accents jamais entendus. De magnifiques chants d'amour s'élèvent sur la révolution sexuelle. Les poètes se font prophètes. On reprend symboliquement possession de son pays avant de le faire en termes réels.

Le mouvement "nationalitaire" vient du fond de notre âge comme peuple. Comme un instinct de vivre, notre expérience collective tend vers son accomplissement. Courant qui devant l'obstacle s'étale en flaque d'eau, fait un certain plein, puis repart en ruisseau, auquel on impose un barrage comme cran d'arrêt. Un lac plus ou moins stagnant se forme, trouve son déversoir dans une rivière, laquelle grossit en un fleuve qui cherche la mer. Une rivière se détourne plus facilement qu'un fleuve. Un peuple qui atteint une masse critique consciente de son potentiel ne s'endigüe qu'à des coûts de plus en plus onéreux. Notre expérience collective exerce une pression de plus en plus forte dans le sens d'une responsabilité complète d'elle-même.

Un possible changement de condition

[Retour à la table des matières](#)

Bouclant la boucle, nous nous demandons si nos expériences collectives les plus significatives ont modifié substantiellement le substrat de notre "condition humaine". À première vue, pas tellement. Les cinq données de base, l'origine, le nombre, le pays, l'isolement, la dépendance, sont toujours là. Mais en y regardant de plus près, on trouve des traces de modifications plus que sensibles.

L'origine n'a pas changé; c'est là un truisme. Tout vient d'elle. C'est notre singularité première sur le continent. Nous en avons cependant une conscience plus vive, à la mesure même de la pression environnante. Nous repartons à la redécouverte de notre origine pour en exprimer tout le suc. Nous en refaisons une nouvelle source d'inspiration. Le passé se fait élan vers l'avenir.

Le nombre plus que jamais nous fait cruellement défaut. La croissance zéro nous atteint au défaut de la cuirasse. Nous sommes menacés d'une perte de poids numérique relatif, dont le point de non-retour se situe pas très loin quelque part. Cette nouvelle conjoncture nous oblige, d'une part, à mettre davantage à profit l'allégement considérable de la pression démographique interne, d'autre part, à prendre le contrôle du phénomène vital des mouvements migratoires. Nous avons le dos au mur. Une immigration qui ne cesse d'enfler la proportion anglophone du Québec ne nous laisse plus le choix. Dans le même temps nous sommes devenus beaucoup plus conscients de la nécessité d'utiliser le levier de la majorité pour "francophoniser" l'espace québécois. Nous réclamons, nous exigeons des terres dans la sphère économique. La pression des diplômés sur le marché du travail se fait politique. La bataille à propos du "bill 22" a recélé une pression collective dans le sens de faire prévaloir la langue française sur toute l'étendue du territoire, au travail, dans l'éducation, dans l'entreprise, partout. Une nouvelle conscience de la force que donne la majorité.

Le pays. Depuis que nous avons cessé de rêver à la reconquête du Canada par "la revanche des berceaux", nous avons renoncé à l'espace flou du Canada français sans frontières visibles. Nous avons opté pour un territoire plus

nettement délimité, le Québec, où nous faisons le nombre. Un territoire plus réel, plus charnel, plus "biologique", sur lequel nous prenons appui. Un territoire qui définit l'aire d'une nouvelle identité, celle de Québécois. "C'est alors que j'ai compris que l'Québec, c'est mon pays". Nous savons maintenant que le Canada français n'a d'existence réelle qu'en autant qu'il coïncide avec le Québec. Hors du Québec, l'assimilation complète n'est plus qu'une question de temps. La situation s'est clarifiée. Plus possible d'imaginer le salut collectif hors des frontières du Québec. Bien sûr que la conscience du territoire national ne parvient pas encore à maturité complète! Chaque jour nous en arrache un autre lambeau. Parcs nationaux du fédéral, terres de l'Abitibi achetées par les Américains, lacs "Clubés" à la disposition des magnats étrangers, forêts consommées par le "Chicago Tribune" ou I.T.T.", minerais de fer et d'amiante transformés aux États-Unis. Mais l'irritation que cause la dilapidation de notre patrimoine naturel grandit de jour en jour et pas seulement chez les "péquistes". Les agriculteurs montent le ton. On commence à dresser des barrages à la voracité des multinationales. L'État québécois se voit pressé d'occuper le terrain en modifiant la règle du jeu sur le territoire. Le temps est venu pour la collectivité et son État de s'arc-bouter sur le territoire national.

L'isolement rompu, nous semblons par ailleurs aussi isolés qu'auparavant. De par l'origine, de par le nombre, sur le continent et dans le monde. La rupture de l'isolement nous a exposés aux quatre vents. Ouverts à toutes les influences comme une passoire. L'isolement culturel a pris fin. L'isolement, en terme de pouvoir, se continue. Sans alliés inconditionnels puissants. Le fédéral s'est fait portier de la francophonie. Chaque rencontre lui fait déployer des prodiges d'inventions. Apparaissent des générations spontanées de francophones surgissant de tous les coins du Canada: athlètes, professeurs, artistes, poètes, etc. Ne nous a-t-on pas assez reproché de nous isoler. Isolés, sans isolant, désormais. Seule la dépendance nous isole. Les voyages nous l'ont appris. Au surplus, nous savons maintenant que nous partageons l'isolement avec beaucoup d'autres peuples dans le monde. L'isolement ne peut plus tenir quand il n'est plus qu'imposé. Le barrage s'est retourné de bord.

La dépendance, voilà la clé de voûte de notre condition fondamentale. Dépendants nous étions, dépendants nous sommes demeurés. Dépendants plus confortables, mais dépendants tout de même. Un peu mieux entretenus, à peine. Avec toutes les humiliations que cette situation comporte. Entretien de façon condescendante, à même nos propres ressources. Régence qui nous tient démunis, refaisant ainsi continuellement sa preuve de notre incapacité à prendre soin de nous-mêmes. Paternalisme qui nous présente sans cesse le miroir déformant de la comparaison verticale. Évidemment, nous ne faisons pas montre des attitudes culturelles requises! Le "bon géant" n'a pas le droit de nous abandonner à nos insuffisances. Il est bien obligé de prolonger l'adolescence, tant nos progrès sont lents. La majorité peut toujours attendre... Rien ne presse pour ceux qui font bombance de notre carence. Plus conscients

de la situation, nous sommes passés des récriminations aux revendications. Les exigences ne tarderont pas. Nous bercer d'une plainte ne suffit plus à nous endormir. Nous faisons des crises. Une bonne volée pour nous calmer... Nous récidivons. Combien de temps serons-nous tenus en laisse? Un peuple ne se détourne pas aussi facilement qu'un avion.

On comprend mieux maintenant que ce qui nous manque le plus ce sont des institutions économiques et politiques qui fassent le poids. Du pouvoir. Des institutions autochtones. Un pouvoir décisif qui soit vraiment le nôtre. Nous n'avons pas besoin d'entrepreneurs-météores, comètes longues d'allégeance courte, qui ne font que rassembler un temps nos ressources pour mieux en remettre le paquet à ceux qui s'engraissent déjà de notre substance. Nous n'avons que faire du "rôle social" de l'entreprise et de ses "relations publiques". Le "respect des cultures" par la multinationale ne nous intéresse même pas. La question n'est pas de sauvegarder quelques valeurs culturelles ici et là. Nous voulons un pouvoir économique qui se mêle intimement à l'expérience collective et s'en rende solidaire. Nous voulons un pouvoir politique qui réponde aux impulsions émanant de sa collectivité. Un pouvoir transparent aux siens, un pouvoir légitime.

Notre pauvreté d'imagination provient de nos conditionnements de colonisés, de nos réflexes d'imitation à réaction. La créativité se puise pourtant à la source de l'expérience collective. L'inspiration passe par l'identification. Il faut être quelqu'un de quelque part pour innover. En lieu et place de produits qui renforcent nos conditionnements, il nous faut des biens et services qui traduisent notre expérience, qui portent nos aspirations, qui expriment notre souffrance. Des thèmes collectifs, comme celui de l'exilé, des imageries comme celles de l'hibernation et du réveil printanier, une tradition, comme l'interminable combat québécois pour la libre disposition de lui-même, attendent une mise en forme matérielle et symbolique à laquelle chaque Québécois pourra s'identifier. Soulager les angoisses de son peuple, anticiper sa personnalité future plutôt qu'aggraver ses complexes ou exploiter ses "cordes sensibles".

Que les industriels s'équipent d'antennes sensibles capables, à la manière des artisans et des artistes, de détecter le précieux filon et l'on reparlera de la culture, désormais assurée d'assises solides. On ne peut toujours compter sur "le jet héroïque d'une immense volonté". Il nous faut des structures d'accueil qui retiennent l'eau de la source et la canalisent de tous côtés en un système d'irrigation de la terre. La culture a besoin de moyens matériels pour vivre et grandir à l'aise. Nécessaire accouplement "du sens et de la puissance" ¹, de la signification et du pouvoir. Que cela se fasse et l'on reparlera longtemps de

¹ Voir Georges Balandier, *Sens et puissance*, P.U.F., 1971.

ces industriels qui auront remporté le test d'allégeance à leur peuple. Alors, le cours récent de notre expérience collective n'aura pas été le dernier.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Comme expérience collective, la culture c'est bien autre chose que ses fonctions ou ses visages d'époque. La culture, c'est la tradition vivante d'un sujet collectif qui tend vers son accomplissement. Une allégeance collective à la vie.

Notre expérience collective éprouve présentement le plus pressant besoin d'une très forte structuration. Nous avons marché de changement structurel en changement culturel, il nous faut maintenant avancer du changement culturel au changement structurel. Renforcer tout ce que nous Possédons d'autochtones comme structures. Et en créer d'autres également autochtones.

Au premier chef, l'État, puisque la lutte entre l'État national et les entreprises multinationales s'annonce comme un des enjeux du dernier quart de siècle. Laissera-t-on la multinationale assumer la double succession de l'Église? L'État doit s'arc-bouter sur le territoire national et se faire le maître d'œuvre du développement. L'État, reflet et point d'appui de la nouvelle identité québécoise.

En second lieu, l'Église. Cette universelle, accoucheuse de nations à qui elle a fourni le ciment national, n'a pas terminé son rôle. Notre première "multinationale" s'est servie de nous autant qu'elle nous a servis. Quelques années ne peuvent mettre fin à une identification séculaire. Affaiblie, retraitée, l'Église voit l'époque voler à son secours en un sens. La civilisation de la modernité n'a plus beaucoup de significations à offrir. L'Église possède une longue expérience des besoins de significations des gens. Les sensibilités ont changé, mais les besoins de transcendance et de communauté demeurent. L'expérience mondiale de la modernité, comme pouvoir, idéologie et civilisation, démontre que la religion ne détenait pas le monopole de l'aliénation. Prométhée va se faire rassurer chez le "guru". Les rejetés du système ne sont-ils pas "les plus petits d'entre les miens"? Les exilés politiques qui se heurtent aux portes fermées des ambassades ne dédaigneraient pas trouver quelque

"monastère" sur leur route. Le bas-clergé a déjà pris parti. Le haut-clergé, occupé à l'analyse autopsique de sa subvention "moyens-fins" commence à en être lui-même touché. Le modèle par excellence de la signification, cette relation unique au monde, l'Église l'a proposé pendant des siècles. Elle sait depuis toujours que l'homme est autre chose qu'une vibration, un module ou une particule.

Parmi nos institutions économiques, le mouvement coopératif a peut-être le plus contribué à retenir notre substance collective. Profondément autochtone, il plonge des racines dans notre Histoire, se nourrit au terroir, s'étend au territoire. Comme entrepreneurs, certains coopérateurs n'ont rien à envier à personne. En quête "d'entrepreneurship", on n'a pas assez regardé de ce côté, semble-t-il. Qualifié de traditionnel, le mouvement coopératif a désormais pignon sur rue et voit s'accrocher à lui des aspirations nationales et sociales. Sa taille, son originalité, sa fidélité justifient les unes et les autres. C'est beaucoup lui demander quand même. N'empêche que l'éclatement de l'homme libéral en "homo economicus", "homo politicus", "homo socius", en un mot, en spécialisations distantes et incommunicables, trouve un commencement de réponse dans une formule coopérative qui intègre le social, l'économique et le politique au sein de l'entreprise. L'homme n'y est pas non plus réduit à la dimension production-consommation. Doté d'une règle du jeu coopératif, le mouvement pourrait jouer un rôle majeur dans le développement du Québec, équilibrant d'autant le rôle de l'État. Le mouvement coopératif fait la preuve que l'on peut, à l'époque moderne, compter sur le vieux fonds québécois.

Le syndicalisme d'agriculteurs, d'ouvriers, d'enseignants, de professionnels, constitue un ensemble institutionnel qui a aussi contribué à retenir notre substance. Sorti tout droit de la cuisse de l'Église, comme le mouvement coopératif et l'État, il se heurte au pouvoir décuplé de la multinationale. La grève de l'amiante, c'était une autre époque. Les affrontements d'aujourd'hui et de demain seront, sont déjà beaucoup plus fondamentaux pour la continuation des expériences nationales. Les États n'ont pas encore compris qu'il y va de leur salut, comme États nationaux, de s'allier au syndicalisme plutôt que de voir en lui leur "ennemi public numéro un". Tout au moins, le considérer comme partenaire du jeu social, sorte d'associé-rival. Par ce biais, et grâce à une législation favorable en ce sens, quantité de rejetés du système, acculés à la dépendance chronique, auraient l'occasion d'effectuer leur rentrée dans la responsabilité collective. Héritage et projet leur redeviendraient accessibles.

L'entreprise privée - la multinationale prenant amplement soin d'elle-même - est conviée à s'arracher à ses problèmes de survivance à chaque tournant de génération pour entrer, comme partie intégrante de l'expérience collective, en formant un réseau institutionnel qui se tienne. Pourquoi accepterait-elle indéfiniment "le socialisme des riches", ces relations d'intimité douteuse entre la grande entreprise étrangère et l'État national, au détriment du

"capitalisme des pauvres" qui lui est dévolu comme tout partage? Pourquoi se satisferait-elle d'un régime de "sous-traitance"? L'entreprise québécoise ne peut plus se contenter d'un rôle de citoyen de seconde zone chez nous. L'entreprise étrangère ne peut sûrement pas jouer à sa place ce rôle de support de notre culture. Beaucoup d'hommes d'affaires québécois sont parfaitement capables de relever le défi de rendre profitable à eux-mêmes et à la collectivité le filon d'une tradition séculaire. L'entreprise québécoise, rassemblée en institution, pourrait jouer au même titre que le mouvement coopératif, le syndicalisme et l'État, un rôle de partenaire majeur du jeu social. Quelle contribution à la collectivité!

Un domaine d'urgence nationale pour le sujet collectif québécois et sa culture, c'est le secteur des media d'information. Les industries modernes de la persuasion ont une puissance "socialisatrice" équivalente à celle de l'Église, de la famille et de l'école réunies... d'autrefois. Institution d'importance stratégique majeure à notre époque les media d'information forment un réseau qui, jour après jour, diffuse livres, périodiques, journaux, images, symboles, idées, nouvelles, modèles, vedettes, langages, connaissances, dont l'ensemble compose une sorte d'utérus culturel de la société. Voici que par le "libre jeu" de la concentration économique se profile, derrière cette institution vitale, l'ombre du pouvoir parallèle de la multinationale laquelle ne connaît d'autre loyauté que la sienne. Seule une collectivité, entretenue dans l'ambivalence indécise comme la nôtre, peut hésiter à prendre le contrôle d'une telle puissance.

Pénélope chaque jour tisse sa toile et chaque soir la défait. N'écartant nettement aucun prétendant, elle n'en retarde pas moins tout engagement définitif avec l'un ou l'autre d'entre eux. Dans l'attente d'Ulysse qui tarde tant. Peut-être craignons-nous, par instinct de peuple peu nombreux, la cassure qui nous diviserait irrémédiablement. Dans l'intervalle, le Québec "se fait" et "se défait" tous les jours. Nous prenons notre temps, afin de mieux basculer d'un seul bloc le moment venu. Peut-être. Pourvu que ce soit "du bon bord".

Notre expérience collective est animée d'un vouloir vivre collectif dont la légitimité a dépassé la simple volonté de "survivance". Mais la turbulence secoue l'appareil, les interférences brouillent les ondes, une spirale menace de happer le véhicule hors de contrôle du personnel navigant. Vite, complétons les instruments de bord et mettons-y les gaz pour effectuer le virage pendant qu'il en est encore temps. Déjà, l'on entend les premiers craquements des vieux États continentaux pris en tenaille sous la double poussée des entreprises multinationales et des régionalismes en quête d'identité. L'ère de la décolonisation intérieure commence.

Fin du texte